

Enquête Ipsos : les PLP sont 67 % à contester les réformes et 70 % à les déclarer inutiles pour les élèves.

L'enquête IPSOS commandée par la FSU montre que les personnels de l'Éducation nationale dénoncent majoritairement cette gestion de crise calamiteuse par le ministre. Son autoritarisme, son refus du dialogue social et son mépris vis à vis de la profession impliquent qu'il n'a pas anticipé la rentrée – allant jusqu'à refuser la mise en place de mesures protectrices dans les établissements. L'appel à la grève du 10 novembre a néanmoins permis à des établissements d'obtenir des aménagements, notamment la mise en place de groupes à effectifs réduits. Mais le manque de cadrage national a laissé trop de lycées sur le côté.

Le refus du ministre d'organiser dignement l'hommage à Samuel Paty, enseignant assassiné sauvagement dans l'exercice de son métier, a profondément choqué la communauté éducative. Le ministre est de surcroît suspecté dans l'affaire *Avenir Lycéen*, c'est pourquoi Le SNUEP-FSU revendique une enquête indépendante afin que toutes les responsabilités soient mises à jour car d'autres haut fonctionnaires dont certains sont actuellement recteurs seraient incriminés. Et si les résultats de l'enquête confirment leurs rôles, ils doivent être déchus de toutes leurs responsabilités.

L'enquête IPSOS révèle qu'une majorité d'enseignants sont fières de leur métier mais contestent fortement les réformes Blanquer : considérées inutiles pour les élèves et dangereuses pour leurs conditions de travail. Les personnels dénoncent aussi la faiblesse de leur salaire et expriment de vives critiques sur les plans de revalorisation en cours.

Bulletin académique du



N° 287 | 17 Décembre 2020



SNUEP-FSU

05 56 68 98 91

snuepaquitaine@gmail.com

<https://www.bordeaux.snuep.fr/>



Sommaire

- **Les PLP sont 67 % à contester les réformes et 70 % à les déclarer inutiles pour les élèves.**
- **Audience avec Madame la Rectrice.**
- **Un Twitter de notre camarade Christian Sauce.**
- **Un comité de suivi qui continue à s'éloigner des réalités du terrain.**
- **"La situation s'aggrave dangereusement dans les lycées professionnels".**
- **Professionnel : Des examens trop aménagés selon le SNUEP-FSU.**
- **Un Grenelle en forme de mascarade.**
- **L'Attila des écoles.**
- **Les conférences du mercredi : un espace de débat et d'échange.**
- **Stages de formation ouverts à tous les PLP.**
- **Education prioritaire / Circulaires et textes officiels / AESH.**

*Le secrétariat académique du SNUEP-FSU vous souhaite
bonnes fêtes et bonnes vacances*

Audience avec Madame la Rectrice du 7 décembre 2020

Madame la Rectrice nous a reçus en audience le mercredi 7 décembre 2020 ; elle était accompagnée de M. le Secrétaire général, la représentante de la DAFPIC et M. le Doyen des inspecteurs. La délégation du SNUEP était composée de Paul BOUSQUET, Armelle CHAGNAUD, Géraldine JOUSSEAUME, Christelle REY et Marie-Pierre SAURA. Un compte rendu sera publié dans le prochain Bulletin académique.

Un Twitter de notre camarade Christian Sauce :

En 1959, De Gaulle déclarait que "l'Etat devait assumer la responsabilité de former sa jeunesse". Y compris l'enseignement professionnel. En 2020, Castex : "Nous faisons de l'apprentissage la clé de voûte de la formation professionnelle" C'est le coup de poignard pour les LP !



Professionnel : Des examens trop aménagés selon le Snuép-Fsu

"Concernant les contenus validés par les examens, même si le ministère assure y être attentif pour que les diplômes conservent une valeur en termes de qualification professionnelle, ils sont restés loin du centre des préoccupations pendant cette multilatérale. C'est pourquoi le SNUEP-FSU a rappelé qu'en raison de la crise sanitaire, tou.tes les élèves n'auront pas eu l'occasion de parcourir l'intégralité des programmes et référentiels dans les différentes disciplines. Le SNUEP-FSU revendique donc la suspension, pour cette année scolaire au moins, des dispositifs de la réforme que sont la co-intervention et le chef-d'œuvre, afin de redonner du temps aux disciplines et du contenu aux enseignements", écrit le syndicat à l'issue d'un groupe de travail sur les examens. Le ministère entend aussi reconduire les seuils minima de semaines de PFMP et de les remplacer par des travaux faits dans le lycée ou durant les congés. [Communiqué](#)

Voie professionnelle : un comité de suivi qui continue à s'éloigner des réalités du terrain

Un nouveau comité de suivi de la réforme de la voie professionnelle s'est tenu ce 2 décembre.

D'entrée, la déclaration préalable du SNUEP-FSU a été interrompue pour laisser place à la DGESCO. Rappelons que dans ce comité, le SNUEP-FSU est quasi seul à porter la parole des personnels qui contestent cette réforme. Son président ne semble pas apprécier cette situation, car il s'est empressé de préciser que toutes les interventions ne devraient porter que sur des remarques ou des questions liées à l'ordre du jour. Une manière peu courtoise de clore le débat avant qu'il ne commence et d'éviter d'entendre les désaccords profonds qui émanent des personnels. Ce déni du dialogue social est emblématique de ce ministère qui préfère défendre les intérêts des organisations patronales au détriment des intérêts des jeunes et des personnels. [Lire la suite](#)

LES CONFÉRENCES DU MERCREDI : UN ESPACE DE DÉBAT ET D'ÉCHANGE

Pour continuer le travail syndical et garder le contact avec nos adhérents pendant la crise sanitaire, l'équipe du SNUEP-FSU de Bordeaux a lancé une série de visioconférences traitant des thèmes liés à l'exercice de notre métier.

La première visioconférence, le 23 septembre, a porté sur la situation sanitaire. Animée par Hervé Moreau, représentant

FSU au CHSCT ministériel, elle a permis d'informer sur le travail mené dans cette instance et de traiter les aspects sanitaires liés au Covid-19. Une série de documents a été commentée et mise à disposition des participants. De nombreuses questions ont été posées sur les ASA, les problèmes rencontrés dans les établissements et les démarches à suivre quand les textes ne sont pas respectés. H. Moreau a conclu en invitant les collègues à faire des remontées écrites afin qu'il puisse les exposer au CHSCT ministériel.



Animée par Axel Benoist, secrétaire national du SNUEP-FSU, la visioconférence du mercredi 7 octobre a porté sur l'actualité de la voie professionnelle et les PFMP. Au vu des difficultés à trouver des lieux de stage dans un contexte sanitaire et économique dégradé, au moment où de nombreuses entreprises doivent fermer, il a relaté les actions que le SNUEP-FSU a menées en direction du ministère pour obtenir un report. Il a aussi démontré que la FAQ ministérielle sur les PFMP n'a pas de valeur juridique. Les propositions émises ne respectent pas les prérogatives du conseil d'administration et contreviennent aux textes réglementaires, notamment ceux sur nos statuts.

Les échanges sur les PFMP, puis sur les différents dispositifs de la transformation de la voie pro ont convergé vers des constats partagés par la majorité des participants : déconnexion des décideurs face à la réalité du terrain et manque de vision pour la voie pro.

La visioconférence du mercredi 14 octobre s'est effectuée en partenariat avec l'Autonome de solidarité et sa déléguée présidente de la Gironde Mme Jeanine Chomeau. Elle a été animée par Dominique Delthil, avocat et collaborateur de l'Autonome de solidarité laïque. Il a abordé la notion de responsabilité des enseignants au niveau civil mais aussi au niveau pénal. Il a étayé ses propos avec de nombreux cas concrets. À travers les questions des collègues, il a notamment rappelé l'importance de consulter l'ASL ou le syndicat pour des conseils avant par exemple le dépôt de plainte ; il en va du traitement ou pas du dossier par la justice.

Au vu du succès rencontré lors de ces différentes conférences, il est envisagé de développer ces « RDV visio » sous forme de stages d'une demi-journée, afin de renforcer la connaissance de nos droits et des possibilités d'actions.

Valérie Pouy et Nasr Lakhsassi

Un Grenelle en forme de mascarade

Le ministre Blanquer n'entend absolument aucune de nos propositions. Il préfère organiser des « évènements » comme la « conférence des enseignants du XXI^e siècle » et le Grenelle dans lesquels la parole des professionnels est ignorée. Nous n'étions pas dupes des objectifs politiques du Grenelle mais nous entendions y porter la voix des personnels. Une fois de plus, cela s'est avéré impossible. **C'est pourquoi la FSU a décidé de quitter le Grenelle de l'Éducation.**

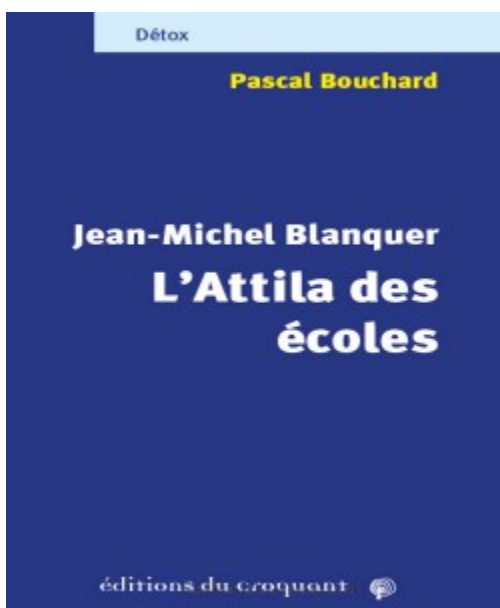


"La situation s'aggrave dangereusement dans les lycées professionnels"

Dans un communiqué publié le 8 décembre, l'intersyndicale de la voie professionnelle dénonce l'épuisement des personnels et des élèves ainsi que la volonté ministérielle "d'imposer l'apprentissage dans (les) établissements (scolaires)". Elle demande "un plan d'urgence" et "un plan de recrutement massif" d'enseignants pour une augmentation des heures d'enseignement général et professionnel.

"Un récent sondage IPSOS révèle que 67 % des PLP contestent les réformes Blanquer, 68 % déclarent qu'elles ont augmenté leur charge de travail et 70 % les jugent inutiles pour les élèves. Ce constat sans appel montre le discrédit du ministre et de ses réformes." [Lire le communiqué](#)

L'Attila des écoles



Lorsque Jean-Michel Blanquer parle, on a envie d'applaudir. Il décrit avec brio une école idéale, refondée sur la science, humaniste en même temps qu'efficace... On aimerait que ce soit vrai, mais tout est faux. Aucune des réformes engagées n'est éclairée par la science, à supposer qu'existe « la » science. Les chercheurs dont il s'est entouré sont, pour les plus influents, sortis de leur domaine de compétence. L'évaluation est partout, rien ne marche, et jamais les conséquences ne sont tirées...

Pascal Bouchard, agrégé et docteur ès lettres (sc. de l'éducation) a notamment été producteur à France-Culture, directeur de la rédaction de l'AEF et le créateur de ToutEduc.fr

Peut être commandé sur le site de l'éditeur. [Ici](#)

Nous tenons à remercier Pascal Bouchard d'avoir consacré tout un chapitre de ce livre à la voie professionnelle en citant au passage un article publié sur Mediapart et écrit par Christian Sauce et Nasr Lakhsassi.

Education prioritaire

Le ministère entend mener, sur 3 académies, une expérimentation censée redéfinir l'éducation prioritaire. Si certains LP pourraient se voir ainsi à nouveau concernés, l'attribution des moyens se ferait localement, sur la base de contrats entre les établissements et le rectorat, établis selon le projet d'établissement présenté. Ce serait la fin d'une politique nationale d'éducation prioritaire et de toute labellisation, et l'attribution de moyens serait très dépendante des pressions exercées localement. Le SNUEP-FSU, avec sa fédération, entend s'opposer à la mise en place d'un tel système.

Stages de formation ouverts à tous les PLP :

Tous les fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat ont droit à un congé maximum de 12 jours par année scolaire pour formation syndicale avec versement intégral du salaire. Il suffit que chaque collègue dépose sa demande auprès du supérieur hiérarchique (chef d'établissement) un mois avant la date de début du stage

Sous la responsabilité du Centre de formation de la FSU qui figure sur la liste des centres et instituts dont les stages ou sessions ouvrent droit au congé pour la formation syndicale, le SNUEP-FSU Bordeaux organise deux stages de formation ouvert à tous les professeurs de l'Enseignement Professionnel.

- Le mercredi 20 janvier de 9 à 12h : États Généraux de l'Éducation Prioritaire :

Ce stage est organisé en partenariat avec le SNES, SNEP et SNUIPP et se déroule à l'Athénée municipale (Bordeaux). La fiche technique de ce stage contient un modèle de demande d'autorisation pour participer à cette formation : à [télécharger ici](#) et merci de nous confirmer votre participation par retour de mail (snuempaquitaine@gmail.com)

- Le stage « Droits et obligations des PLP pour mieux vivre son quotidien » programmé le 26 janvier est reporté au 2 février 2021 car le 26 janvier l'intersyndicale appelle à une grève nationale. La fiche technique de ce stage contient un modèle de demande d'autorisation pour participer à cette formation : à [télécharger ici](#) et merci de nous confirmer votre participation par retour de mail (snuempaquitaine@gmail.com)

Circulaires et textes officiels

→ Sur notre [Espace Circulaires](#), vous trouverez

- La circulaire concernant le Détachement dans les corps des enseignants du second degré - année scolaire 2021 / 2022.

- Avis d'ouverture de l'inscription au CAPPEI.

- La note de service concernant l'indemnité PP SEGPA

→ Prime d'équipement informatique :

- [Décret n° 2020-1524 du 5 décembre 2020](#) portant création d'une prime d'équipement informatique allouée aux personnels enseignants relevant du ministère chargé de l'éducation et aux psychologues de l'Éducation nationale.

- [Arrêté](#) relatif au montant annuel de la prime d'équipement informatique allouée aux personnels enseignants relevant du ministère chargé de l'éducation et aux psychologues de l'éducation nationale (176 euros).

AESH.

La FSU "alerte sur la dégradation des conditions de travail des AESH" (accompagnants des élèves en situation de handicap) du fait "de la mise en place des pôles inclusifs d'accompagnement localisé (PIAL) puis de la crise sanitaire". La fédération dénonce notamment les affectations sur plusieurs écoles et établissements, l'accompagnement de plusieurs élèves, la possibilité d'intervenir auprès d'élèves de la maternelle au lycée... "L'institution demande aujourd'hui plus d'adaptabilité, plus de flexibilité, plus de mobilité" avec pour corollaire "une perte de l'estime de soi, l'impression de mal faire son travail qui se manifestent aujourd'hui par une augmentation des demandes de démissions ou de ruptures conventionnelles".